

BALO

BULLETIN DES ANNONCES LEGALES OBLIGATOIRES



**PREMIER
MINISTRE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Direction de l'information
légale et administrative

DIRECTION DE L'INFORMATION LÉGALE ET ADMINISTRATIVE

26, rue Desaix, 75727 PARIS CEDEX 15

www.dila.premier-ministre.gouv.fr

www.journal-officiel.gouv.fr

Publications périodiques

Comptes annuels

AMERICAN EXPRESS CARTE-FRANCE

Société Anonyme au capital de 77 873 000 euros

Siège social : Bâtiment Voyager - 8-10 rue Henri Sainte-Claire Deville

92500 Rueil-Malmaison

R.C.S. Nanterre 313 536 898

Comptes annuels au 31/12/2024

approuvés par l'assemblée générale ordinaire du 30 mai 2025

Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes annuels**Opinion**

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la société AMERICAN EXPRESS CARTE FRANCE relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion***Référentiel d'audit***

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes sur la période du 1^{er} janvier 2024 à la date d'émission de notre rapport.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L. 821-53 et R. 821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Estimations comptables***Risque de non-recouvrement des créances liées à son activité***

La société constitue des dépréciations de ses créances clients selon les modalités décrites dans les paragraphes 1 et 3 des « Règles et Méthodes Comptables » de l'annexe. Nous avons procédé à l'appréciation de l'approche retenue par la société sur la base des éléments disponibles à ce jour, et mis en œuvre des tests pour vérifier l'application de cette approche.

Dans le cadre de nos appréciations, nous avons vérifié le caractère raisonnable de ces estimations.

Risques juridiques et fiscaux

Comme indiqué dans la note « I – Éléments significatifs » et dans les notes portant sur le bilan 4 « Autres actifs » et 9 « Provision », votre société enregistre des provisions ou des créances à recouvrer en lien avec des procédures judiciaires ou fiscales. La décision de comptabiliser ou non une provision, ou d'enregistrer une créance à recouvrer, ainsi que le montant de celles-ci, nécessite par nature l'utilisation de jugement, en raison de la difficulté à estimer le dénouement des procédures en cours.

Dans le cadre de nos appréciations, nous avons vérifié le caractère raisonnable de ces estimations après avoir pris connaissance des jugements rendus et des réponses de la société afférentes à certaines procédures, et avoir échangé le cas échéant avec ses conseils juridiques.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Informations données dans le rapport de gestion et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux actionnaires

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du conseil d'administration et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux actionnaires.

Nous attestons de la sincérité et de la concordance avec les comptes annuels des informations relatives aux délais de paiement mentionnées à l'article D. 441-6 du code de commerce.

Nous attestons que la déclaration de performance extra-financière prévue par l'article L. 225-102-1 du code de commerce figure dans le rapport de gestion, étant précisé que, conformément aux dispositions de l'article L. 823-10 de ce code, les informations contenues dans cette déclaration n'ont pas fait l'objet de notre part de vérifications de sincérité ou de concordance avec les comptes annuels et doivent faire l'objet d'un rapport par un organisme tiers indépendant.

Informations relatives au gouvernement d'entreprise

Nous attestons de l'existence, dans la section du rapport de gestion du conseil d'administration consacrée au gouvernement d'entreprise des informations requises par l'article L. 225-37-4 du code de commerce.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L. 821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;

- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Neuilly-sur-Seine et Paris, le 16 mai 2025

PricewaterhouseCoopers Audit
Bara NAIJA

Les commissaires aux comptes

Cailliau Dedouit Et Associés
Laurent BRUN

BILAN

ACTIF		2024	2023
Caisse, banques centrales, C.C.P.	010	439 394,96	670 479,41
Effets publics et valeurs assimilées	020		
Créances sur les établissements de crédit	030	56 017 006,02	21 165 954,42
Opérations avec la clientèle	048	1 393 162 666,57	1 224 125 880,64
Obligations et autres titres à revenu fixe	060		
Actions et autres titres à revenu variable	070		
Participations et autres titres détenus à long terme	091		
Parts dans les entreprises liées	100		
Crédit-bail et location avec option d'achat (1)	110		
Location simple (2)	120		
Immobilisations incorporelles	130		
Immobilisations corporelles	140	9 050 196,25	11 513 787,11
Capital souscrit non versé	150		
Actions propres	160		
Comptes de négociation et de règlement (3)	165		
Autres actifs	170	115 588 330,74	62 645 489,62
Comptes de régularisation	180	6 299 469,81	5 582 477,84
TOTAL ACTIF	198	1 580 557 064,35	1 325 704 069,04

(1) A servir uniquement par les établissements exerçant une activité de crédit-bail à titre principal ou de façon significative.

(2) A servir uniquement par les établissements exerçant une activité de location simple à titre principal ou de façon significative.

(3) A servir uniquement par les entreprises d'investissement et les personnes morales membres des marchés réglementés ou effectuant une activité de compensation d'instruments financiers.

PASSIF		2024	2023
Banques centrales, C.C.P.	300		
Dettes envers les établissements de crédit	310	580 362 385,74	476 136 092,21
Opérations avec la clientèle	348	403 748 507,84	386 304 964,45
Dettes représentées par un titre	350		
Autres passifs	360	56 600 899,99	51 353 964,63
Comptes de régularisation	370	77 110 692,09	80 143 803,38
Comptes de négociation et de règlement (1)	375		
Provisions	380	208 635 147,48	101 130 862,75
Dettes subordonnées	430		
Fonds pour risques bancaires généraux (FRBG)	420		
Capitaux propres (hors FRBG)	435	254 099 431,21	230 634 381,62
Capital souscrit	440	77 873 000,00	77 873 000,00
Primes d'émission	450	11 560 917,80	11 560 917,80
Réserves	460	47 815 083,89	47 815 083,89
Ecarts de réévaluation	470		
Provisions réglementées et subventions d'investissement	475		
Rapport à nouveau	480	93 385 379,93	80 870 501,25
Résultat de l'exercice	490	23 465 049,59	12 514 878,68
TOTAL PASSIF	L99	1 580 557 064,35	1 325 704 069,04

(1) A servir uniquement par les entreprises d'investissement et les personnes morales membres des marchés réglementés ou effectuant une activité de compensation d'instruments financiers.

HORS-BILAN		2024	2023
ENGAGEMENTS DONNES			
Engagements de financement	615		
Engagements de garantie	635		
Engagements sur titres	655		
ENGAGEMENTS RECUS			
Engagements de financement	705		
Engagements de garantie	715	20 720 000,00	30 720 000,00
Engagements sur titres	735		

COMPTE DE RESULTAT

			2024	2023
+	Intérêts et produits assimilés	500	5 993 815,83	6 025 085,08
-	Intérêts et charges assimilés	505	-36 968 439,75	-31 388 266,22
+	Produits sur opération de crédit-bail et assimilés (1)	510		
-	Charges sur opération de crédit-bail et assimilés (1)	515		
+	Produit sur opérations de location simple (2)	520		
-	Charges sur opérations de location simple (2)	525		
+	Revenus des titres à revenu variable	530		
+	Commissions (produits)	540	567 500 821,76	432 345 380,26
-	Commissions (charges)	545	2 354 333,20	3 472 809,08
+/-	Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de négociation	550	-1 852,89	-9 562,88
+	Autres produits d'exploitation bancaire	560	8 579 348,90	8 710 988,12
-	Autres charges d'exploitation bancaire	565	36 799 897,81	32 615 026,78
	PRODUIT NET BANCAIRE	600	505 949 462,84	379 595 788,50
-	Charges générales d'exploitation	605	452 387 228,45	324 353 357,85
-	Dotations aux amortissements et aux dépréciations sur immobilisations incorporelles et corporelles	610	2 628 257,66	2 971 467,94
	RESULTAT BRUT D'EXPLOITATION	620	50 933 976,73	52 270 962,71
+/-	Coût du risque	625	-20 387 146,84	-33 236 515,81
	RESULTAT D'EXPLOITATION	630	30 546 829,89	19 034 446,90
+/-	Gains ou pertes sur actifs immobilisés	640	-418,46	0,00
	RESULTAT COURANT AVANT IMPOT	650	30 546 411,43	19 034 446,90
+/-	Résultat exceptionnel	655		
-	Impôt sur les bénéfices	660	7 081 361,84	6 519 568,22
+/-	Dotations/reprises de FRBG et provisions réglementées	665		
	RESULTAT NET	690	23 465 049,59	12 514 878,68

(1) à servir uniquement par les établissements exerçant une activité de crédit-bail à titre principal ou de façon significative.

(2) à servir uniquement par les établissements exerçant une activité de location simple à titre principal ou de façon significative.

ANNEXES

I - ELEMENTS SIGNIFICATIFS

AECF connaît une année contrastée sur le plan de son activité. Si le contexte économique et politique reste incertain, notamment en lien avec les Jeux Olympiques et la dissolution de l'Assemblée nationale en juin 2024, la société enregistre néanmoins une hausse des volumes d'affaires. Cette dynamique se reflète dans l'évolution de la commission émetteur versée par TRSCo, qui progresse de 3,5 %, passant de 176,4 millions d'euros en 2023 à 182,7 millions d'euros en 2024.

La société a fait l'objet de quatre contrôles fiscaux successifs portant sur la TVA et la taxe sur les salaires pour les périodes 2012-2013, 2014-2016, 2017-2019 et 2020-2022. Les conclusions de ces quatre contrôles ont été portées devant les tribunaux administratifs. Pour la période 2012-2016, AECF a gagné sur le traitement de la commission émetteur et perdu sur le traitement de l'Incentive Fee. AECF a fait appel de la décision concernant l'Incentive Fee ; l'administration faisant en parallèle appel de la décision du tribunal administratif concernant la commission émetteur.

En novembre 2024, la cour d'Appel a rejeté les arguments d'AECF concernant le traitement de l'Incentive Fee et donné raison à l'administration fiscale au sujet de la commission émetteur. AECF a décidé de se pourvoir devant le conseil d'Etat.

Par principe de prudence, AECF a enregistré une provision de 131 961 584 Euros sur l'exercice 2024 couvrant le risque de redressement de TVA sur la commission émetteur pour la période 2012-2024, portant la provision à un total de 179 577 735 Euros pour l'ensemble du risque fiscal. Pour rappel, le montant de la créance fiscale contestée est de 97 463 930 Euros au 31 décembre 2024, à la suite du paiement de 47 120 324 euros auprès de l'administration fiscale en juin 2024 correspondant au redressement fiscal pour la période 2020-2022.

L'augmentation significative de la provision entraîne une forte hausse de l'Incentive Fee versée par TRSCo qui s'élève à 272.5 millions d'euros en 2024, contre 154.3 millions d'euros en 2023. Cette hausse s'explique par le mécanisme contractuel garantissant à AECF un résultat courant avant impôt équivalent à 10 % des dépenses éligibles, indépendamment de l'effet des provisions fiscales enregistrées.

II - EVENEMENTS POSTERIEURS A LA CLOTURE SIGNIFICATIFS

Aucun événement majeur depuis le début de l'exercice 2025 n'est venu affecter la situation financière de la Société au 31 décembre 2024.

Le partenariat AFKLM a été renouvelé pour une période de 7 ans et 9 mois, avec une date d'effet au 1^{er} janvier 2026.

Un contrôle de la Commission Nationale de l'Informatique et des Libertés (CNIL) a débuté en janvier 2023, et est toujours en cours à ce jour. En date d'arrêt, la société n'est pas en mesure d'estimer à ce jour si d'éventuelles conséquences financières sont à prévoir.

III - REGLES ET METHODES COMPTABLES

Les comptes annuels ont été établis conformément aux dispositions du règlement 2014-07 de l'ANC, et amendé par le règlement 2020-10 du 22 décembre 2020, applicables aux établissements de crédit, ainsi qu'aux principes comptables généralement admis en France.

Les comptes annuels comprennent le bilan, le compte de résultat et l'annexe qui complète l'information donnée par les deux premiers documents.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques. Les principales méthodes utilisées sont les suivantes :

1. Crédits à la clientèle

Les crédits à la clientèle sont comptabilisés conformément au règlement CRC n° 2002-03 relatif au traitement comptable du risque de crédit et modifié par le règlement CRC n° 2005-03.

Les crédits sont portés au bilan pour leur montant nominal lorsque les intérêts sont payables à terme échu. Lorsque les intérêts sont précomptés, les crédits sont portés au bilan pour leur montant brut constitué de la somme mise à la disposition du client, majorée des intérêts payés d'avance. En contrepartie, ces derniers sont enregistrés dans un compte de régularisation au passif du bilan.

Les crédits sont transférés en créances douteuses dès lors qu'ils sont porteurs d'un risque de crédit avéré, c'est à dire lorsqu'il est probable que tout ou partie des sommes ne seront pas perçues et ce, nonobstant l'existence de garantie ou de caution.

Dans la mesure où les encours sont composés d'un volume important de créances de faible montant et présentant des caractéristiques similaires, American Express Carte France a identifié ses créances douteuses à l'aide d'une approche statistique. De même, les pertes prévisionnelles (dépréciations) ont été estimées sur une base statistique permettant de valider les dépréciations pratiquées. D'une façon générale, cette base tient compte des niveaux de pertes historiquement constatées ainsi que des évolutions constatées ou anticipées de nature à modifier les probabilités de pertes effectives.

Parmi les créances douteuses, sont identifiées comptablement les créances douteuses compromises. Un encours douteux compromis est un encours douteux dont les perspectives de recouvrement sont fortement dégradées et pour lequel un passage en perte à terme est envisagé.

De manière générale, les encours douteux de plus de 6 mois sont réputés compromis et sont provisionnés en totalité. Lorsqu'American Express Carte France estime que la créance est définitivement irrécouvrable, une perte est enregistrée.

2. Immobilisations

Les immobilisations corporelles évaluées à leur coût d'acquisition nette de la TVA récupérable. Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant la durée de vie probable d'utilisation des biens et selon le mode linéaire. Les durées pratiquées sont les suivantes :

• Constructions	Linéaire sur 25 ans
Installations générales, agencements et aménagements	Linéaire sur 8 ans
• Matériel de transport	Linéaire sur 4 ans
• Matériel de bureau	Linéaire sur 5 ans
• Matériel informatique	Linéaire sur 3 ans
• Mobilier de bureau	Linéaire sur 10 ans

La valeur d'entrée d'une immobilisation peut être décomposée en autant d'éléments lorsque les composants :

- Ont une durée réelle d'utilisation différente de celle de l'immobilisation à laquelle ils se rattachent,
- Font l'objet de remplacements au cours de la durée réelle d'utilisation de l'immobilisation à laquelle ils se rattachent,
- Représentent un élément substantiel de l'immobilisation.

3. Provision pour risque de crédit

La provision pour risque de Crédit correspond à l'estimation du montant nécessaire pour couvrir les pertes inhérentes à la gestion du portefeuille des encours des porteurs de cartes.

Les créances de plus de 180 jours sont classées en encours douteux compromis et provisionnées en totalité. A l'obtention d'un certificat d'irrecouvrabilité ou lorsque les créances impayées sont supérieures à 4 ans, ces créances sont passées en pertes.

Une provision calculée selon une méthode statistique couvre les créances à moins de 180 jours pour les cartes personnelles (Particuliers et TPE). Cette méthode statistique tient compte de différents indicateurs, tels que le taux moyen de pertes observées à plusieurs stades de maturité (courant, 30 jours, 60 jours, jusqu'à 180 jours) sur une période totale de 12 mois et le taux moyen de cessation de paiement et de recouvrement. Il en résulte une provision statistique sur les encours sains, les encours dégradés (entre 0 et 90 jours) et les encours douteux non compromis (entre 90 et 180 jours).

Concernant les créances entreprises (cartes pour les ETI et Grands Groupes), la société applique une position conservatrice et provisionne à 100 % l'ensemble des créances de 90 à 180 jours.

4. Programme de fidélisation Membership Reward

Le programme Membership Reward est un programme mondial de fidélisation des porteurs de cartes American Express. Il permet aux titulaires de cumuler des points cadeaux en fonction du type de carte détenue et des dépenses réglées à l'aide de celle-ci. Les cartes haut de gamme offrent la possibilité de doubler ces points sur certains achats. Les points acquis sont utilisables pour payer des dépenses sur son relevé de carte en amont du prélèvement. Il n'existe aucune limite dans le temps sauf pour les cartes annulées, ni un minimum de points à acquérir avant utilisation. Une très grande majorité des titulaires ont accès au programme qui est en constante augmentation. Les coûts de ce programme sont considérés comme des dépenses de publicité, étant donné que l'avantage se matérialise par davantage de revenus, un ralentissement des annulations et une accélération des règlements.

La charge relative au programme est comptabilisée au passif du bilan en provision pour charges.

La méthode de calcul repose sur un taux d'utilisation finale et tient compte du comportement des porteurs de cartes de manière prospective. La dette est enregistrée au bilan en multipliant le nombre de points par le coût moyen que représente ce point. Le taux d'utilisation repose sur plusieurs facteurs, tels que l'observation du comportement des titulaires, des types de produits offerts, l'année de lancement du programme et le niveau de dépenses des titulaires. L'observation du comportement permet d'extrapoler les futures remontées sur les dépenses actuelles. Le coût moyen d'un point est également fonction des utilisations de points.

5. Engagements en matière d'indemnités de départ en retraite et de primes d'ancienneté

Une provision pour indemnité de départ en retraite et pour primes d'ancienneté est constituée pour tout le personnel permanent et est réactualisée chaque année. La provision pour primes d'ancienneté a été revalorisée au cours de l'exercice 2014 et une provision pour longue activité a été instaurée à la même date.

a) L'indemnité de départ en retraite est calculée selon un mode actuariel tenant compte de l'âge de départ, la mortalité, l'ancienneté et la rotation du personnel.

b) Les primes d'ancienneté versées après 20, 30, 40 et 45 ans d'ancienneté font l'objet d'un traitement analogue.

c) Les primes de longue activité versées après 15, 25 et 35 ans d'ancienneté ont été dénoncées par la société auprès de la DIRECCTE et ont pris fin le 20 mai 2016 après un délai de 15 mois de la date de dépôt de la dénonciation. Seules, les primes de longue activité de 25 et 35 ans ont été réintroduites et respectivement valorisées à 1.250 et 2.500 Euros.

La société, ayant fait le choix de comptabiliser ses engagements de retraite et de primes d'ancienneté, les écarts actuariels sont comptabilisés en résultat de manière étalée selon la méthode du corridor pour les engagements de retraite et amortis sur la durée résiduelle pour les primes d'ancienneté.

Les hypothèses retenues pour les calculs actuariels reposent sur les données suivantes :

- La table de mortalité INSEE 2022
- Un taux d'actualisation de 3.09 % pour les primes d'ancienneté et de 3.36 % pour les engagements de retraite.
- Un taux de revalorisation salariale de 3 %

Le calcul des provisions relatives aux primes d'ancienneté fait apparaître les écarts actuariels suivants pour l'exercice :

	Primes d'ancienneté 20 ans	Primes d'ancienneté 25 ans	Primes d'ancienneté 30 ans	Primes d'ancienneté 35 ans	Primes d'ancienneté 40 ans	Primes d'ancienneté 45 ans
Provision à l'ouverture	880 281	178 714	1 489 524		842 834	12 796
Engagements à fin 2024	1 313 239	278 613	2 151 330	358 864	1 343 617	128 281
Seuil de 10 % des engagements sans obligation de comptabiliser	88 028	17 871	148 952	0	84 283	1 280
Ecart Actuariel à comptabiliser excédant la limite des 10 %	344 930	82 028	512 854	358 864	416 499	114 206
Durée d'activité moyenne résiduelle des salariés bénéficiaires (années)	13	16	20	23	22	18
Dotation en provision au titre de l'exercice en cours	26 535	5 089	25 511	15 570	18 616	6 511
Provision à la clôture	906 816	183 803	1 515 035	15 570	861 450	19 307
Ecart Actuariel non comptabilisé	406 423	94 810	636 295	343 294	482 167	108 974

ECARTS ACTUARIELS - ENGAGEMENTS DE RETRAITE

L'application de la méthode du corridor pour le calcul des provisions relatives aux engagements de retraites et primes d'ancienneté fait apparaître les écarts actuariels suivants pour l'exercice :

METHODE DU CORRIDOR	Engagements de Retraite
Provision à l'ouverture	2 534 059
Coûts des Intérêts annuels sur engagement N-1	81 771
Coûts des services de l'année N	175 523
Amortissement de l'écart actuariel supérieur à 10 % de l'engagement N-1	-15 931
Amortissement des coûts des services passés	141 664
Reprise de provision	-65 786
Provision à la clôture	2 851 300
Engagements à fin décembre 2024	5 005 175
Coûts des Services Passés restant à amortir	2 068 298
Nouvel Ecart Actuariel non comptabilisé	85 578

6. Comptabilisation des charges et des produits

• Intérêts et commissions

Les intérêts sont enregistrés au compte de résultat prorata temporis.

Les commissions sont établies sur un an, selon leur durée d'existence.

• Revenus des titres de participation, des titres de l'activité de portefeuille et de placement

Les revenus des actions et autres titres à revenu variable sont enregistrés à l'encaissement

Les revenus des obligations et autres titres à revenu fixe sont comptabilisés prorata temporis

7. Loyers avec franchise

Par analogie avec les solutions applicables en matière de crédit-bail, les loyers sont linéarisés sur la durée du contrat, de manière à traduire correctement les avantages économiques procurés par le bien de période en période. Ainsi, le produit de la franchise est à étaler sur la durée du contrat, une charge à payer étant comptabilisée pendant la période de franchise.

8. Impôts sur les sociétés

Une provision pour impôts sur les bénéfices a été comptabilisée sur l'exercice 2024.

NOTES SUR LE BILAN

Créances clients

Les créances clients représentent les montants dus par les titulaires de carte de paiement et sont comptabilisées dès lors que la transaction est enregistrée dans un établissement. Les créances figurent au bilan pour leur montant brut incluant les transactions et les cotisations correspondantes.

Programme Membership Rewards

Les points acquis dans le cadre du programme de fidélisation Membership Rewards et non encore utilisés demeurent en Provision pour charges en ce qui concerne le programme propriétaire et en Dettes Fournisseurs – factures non encore parvenues pour le programme partenaire.

NOTES SUR LE COMPTE DE RESULTAT

Produits

Commissions

La société perçoit une commission de 1,10 % sur toutes les dépenses réalisées par les titulaires de cartes dans le cadre d’un contrat de licence avec American Express TRS Co.

Cotisations

Les cotisations sont comptabilisées en produits et étalées pendant la période en question, nettes de la provision pour remboursement en cas d’annulation.

Autres commissions

Les autres commissions telles que les frais d’impayés, les intérêts de retard et les commissions d’assurance sont comptabilisées dès lors qu’elles sont facturées aux clients.

Incentive Fee

Dans le cadre d’un accord signé avec American Express TRS Co notre maison mère, celle-ci garantit à American Express Carte France un résultat courant avant impôt minimum, égal à 10 % des dépenses éligibles comme mentionné dans l’accord.

NOTES SUR LE BILAN

NOTE 1 - CREANCES SUR LES ETABLISSEMENTS DE CREDIT

Les créances sur les établissements de crédit s’analysent comme suit :

	2023					2024				
	< = 3 mois	> 3 mois	> 1 an	> 5 ans	Total	< = 3 mois	> 3 mois	> 1 an	> 5 ans	Total
Comptes ordinaires débiteurs	20 985 570				20 985 570	55 707 477				55 707 477
Prêts et comptes à terme					0					0
Créances rattachées	180 384				180 384	309 529				309 529
Créances douteuses (Dépréciations sur créances douteuses)					0					0
					0					0
Total Net	21 165 954	0	0	0	21 165 954	56 017 006	0	0	0	56 017 006
Dont : Intérêts courus et échus à recevoir					0					0
Dont opérations effectuées avec des établissements liés, filiales et participation	180 384				180 384	25 303 466				25 303 466

NOTE 2 - CREDITS A LA CLIENTELE

Les crédits à la clientèle, par durée restant à courir, s’analysent comme suit :

	2023	2024				
	Total	< =3 mois	> 3 mois	> 1 an	> 5 ans	Total
Crédits de trésorerie	1 275 590 018	1 445 002 913	0	0	0	1 445 002 913
Créances rattachées			0	0	0	0
dont créances douteuses non compromises	14 293 057	13 539 143	0	0	0	13 539 143
dont créances douteuses compromises	37 359 067	38 301 104	0	0	0	38 301 104
dont autres créances (activité TLS)			0	0	0	0
Dépréciations	-51 464 137	-51 840 247				-51 840 247
sur créances douteuses compromises	-37 225 602	-38 301 104				-38 301 104
sur créances douteuses non compromises	-6 118 307	-5 863 419				-5 863 419
sur créances saines	-8 120 228	-7 675 724				-7 675 724
sur autres créances (activité TLS)	0					0
Total net de dépréciations	1 224 125 881	1 393 162 667	0	0	0	1 393 162 667
Dont : Intérêts courus et échus à recevoir	0	0	0	0	0	0

NOTE 3 - DETTES VIS A VIS DES ETABLISSEMENTS DE CREDIT ET DE LA CLIENTELE

Les dettes vis-à-vis des établissements de crédit et de la clientèle s’analysent comme suit :

	2023				2024					
	< 3 mois	> 3 mois	> 1 an	> 5 ans	Total	< 3 mois	> 3 mois	> 1 an	> 5 ans	Total
Interbancaires :										
Comptes ordinaires créditeurs	63 133 635				63 133 635	1 611 287				1 611 287
Comptes et emprunts (1)			408 080 066		408 080 066			575 826 495		575 826 495
Dettes rattachées	4 922 392				4 922 392	2 924 603				2 924 603
Clientèle :										
Comptes ordinaires créditeurs					0					0
Comptes et emprunts (2)			384 776 638		384 776 638			402 456 193		402 456 193
Autres sommes dues					0					0
Dettes rattachées	1 528 326				1 528 326	1 292 314				1 292 314
Total Net	69 584 353	0	792 856 704	0	862 441 057	5 828 205	0	978 282 689	0	984 110 894
Dont : Intérêts courus et échus à payer	6 450 718				6 450 718	4 216 918				4 216 918

La part des opérations effectuées avec des établissements liés, filiales et participations, est la suivante :

	2023			2024		
	Entreprises liées	Autres	Total	Entreprises liées	Autres	Total
Interbancaires :						
Comptes ordinaires créditeurs	61 523 339	1 610 296	63 133 635		1 611 287	1 611 287
Comptes et emprunts (1)	408 080 066		408 080 066	575 826 495		575 826 495
Dettes rattachées	4 922 392		4 922 392	2 924 603		2 924 603
Clientèle :						
Comptes ordinaires créditeurs			0			0
Comptes et emprunts (2)	384 776 638		384 776 638	402 456 193		402 456 193
Autres sommes dues			0			0
Dettes rattachées	1 528 326		1 528 326	1 292 314		1 292 314
Total	860 830 760	1 610 296	862 441 057	982 499 607	1 611 287	984 110 894

(1) Dont 575.8 millions d'euros auprès de AEEL en 2024.

(2) Dont 402.5 millions d'euros en 2024 auprès d'American Express France, entité holding ne disposant pas de l'agrément d'établissement de crédit.

NOTE 4 - AUTRES ACTIFS

Le poste du bilan " Autres Actifs " est constitué des éléments suivants :

	2023	2024
Instruments conditionnels achetés		
Instruments de taux		
Comptes de stocks et emplois divers		
Autres créances :		
* Personnel et comptes rattachés	14 793	20 252
* Etat et autres collectivités (1)	52 959 580	102 448 781
* Groupe et associés	4 724 951	8 193 367
* Débiteurs divers	4 946 166	4 925 931
Total	62 645 490	115 588 331

(1) dont 97.5 millions d'euros de créance vis-à-vis de l'Etat en lien avec les contrôles fiscaux sur les exercices 2012 et 2013, 2014 à 2016, 2017 à 2019 et 2020 à 2022, qui fait l'objet d'une provision par prudence (débouté devant la cour d'Appel).

La part des opérations effectuées avec des établissements liés, filiales et participations, est la suivante :

	2023			2024		
	Entreprises liées	Autres	Total	Entreprises liées	Autres	Total
Autres créances						
* compte courant AEHF (1)	4 724 951		4 724 951	8 193 367		8 193 367
* compte courant AEF	0		0	0		0
Total	4 724 951	0	4 724 951	8 193 367	0	8 193 367

(1) dont 8 193 367 euros d'acomptes d'IS au titre de l'exercice 2024.

NOTE 5 - COMPTES DE REGULARISATION ACTIF

Les comptes de régularisation actif comprennent les éléments suivants :

	2023	2024
Pertes sur instruments financiers à terme :		
* potentielles sur contrats de couverture d'instruments financiers à terme non dénoués		
* à étaler sur contrats de couverture d'instruments financiers à terme dénoués		
Charges à répartir		
Charges constatées d'avance	5 582 478	6 299 470
Produits à recevoir	0	0
Autres comptes de régularisation	0	
Total	5 582 478	6 299 470

NOTE 6 - AUTRES PASSIFS

Le poste du bilan " Autres Passifs " est constitué des éléments suivants :

	2023	2024
Instruments conditionnels vendus		
Dettes représentatives de titres empruntés		
Dettes de titres		
Dépôts et cautionnements reçus :		
* Autres dépôts de garantie reçus		4 000 000
Comptes de règlements et créditeurs divers :		
* Personnel et comptes rattachés	19 321 918	20 048 835
* Sécurité sociale et autres organismes sociaux	7 351 333	7 896 690
* Etat et autres collectivités	7 956 994	8 449 084
* Groupe et associés		
* Créditeurs divers	16 723 719	16 206 291
Versements restant à effectuer		
Total	51 353 965	56 600 900

NOTE 7 - COMPTES DE REGULARISATION PASSIF

Les comptes de régularisation passif comprennent les éléments suivants :

	2023	2024
Comptes d'encaissement et de transfert		
Comptes d'ajustement et d'écart		
Gains sur instruments financiers à terme :		
* potentiels sur contrats de couverture d'instruments financiers à terme non dénoués		
* à étaler sur contrats de couverture d'instruments financiers à terme dénoués		
Produits à répartir		
Produits constatés d'avance	28 015 402	25 563 098
Charges à payer	52 128 401	51 547 594
Autres comptes de régularisation		
Total	80 143 803	77 110 692

NOTE 8 - IMMOBILISATIONS

Variations des valeurs brutes

	Valeur Brute au début de l'Exercice	Acquisitions Apports	Cessions Transferts	Valeur Brute à la fin de l'Exercice
INCORPORELLES :				
Frais d'Etablissement	0			0
Autres postes d'immos incorporelles	0			0
CORPORELLES :				
Terrains	0			0
Constructions	0			0
Installations sur Constructions	0			0
Installations Générales Diverses	0			0
Agencements-Aménagements des constructions sur sol d'autrui	13 734 120	26 059		13 760 178
Matériel de Transport	0			0
Matériel de Bureau, Informatique et Mobilier	6 186 737	804 747	347 203	6 644 281
Immobilisations en cours	566 833	176 321	743 154	0
Total Général	20 487 690	1 007 126	1 090 357	20 404 459

AMORTISSEMENTS

	Amortissements au début de l'Exercice	Dotations de l'Exercice (linéaires)	Amortissements des sorties d'Actif	Amortissements à la fin de l'Exercice
INCORPORELLES :				
Autres immos incorporelles	0			0
CORPORELLES :				
Constructions	0			0
Installations sur Constructions	0			0
Installations Techniques	0			0
Installations Générales Diverses	0			0
Agencements-Aménagements des constructions sur sol d'autrui	4 998 434	1 763 085		6 761 519
Matériel de Transport	0			0
Matériel de Bureau, Informatique et Mobilier	3 975 470	617 274	0	4 592 744
Total Général	8 973 903	2 380 360	0	11 354 263

NOTE 9 - PROVISIONS

Les provisions destinées à couvrir des risques que des événements intervenus en cours rendent probables, mais dont la réalisation est incertaine, sont les suivantes :

Nature	Valeur au 01/01/2024	Augmentations	Diminutions		Valeur au 31/12/2024
			Utilisations	Reprises	
Provisions réglementées :					
Total	0	0	0		0
Provisions pour risques & charges :					
* Litiges salariés / prud'homme	725 233	13 715		3 750	735 198
* Autres litiges (tiers)	50 143 341	131 961 584		865 739	181 239 186
* Indemnités de licenciement	577 499	94 181		577 499	94 181
* Risque annulation cotisation	247 970	683 242		247 970	683 242
* Engagements de retraite	2 534 059	383 027		65 786	2 851 300
* Primes médaille du travail	3 404 149	223 632		125 799	3 501 982
* Pénalités de retard annulées	29 737	26 484		29 737	26 484
* Programme Membership Rewards prop.	20 117 005	18 916 519		19 651 034	19 382 491
* Programme Fidélité Amazon	80 098	121 083		80 098	121 083
* Pertes sur contrats	23 271 772			23 271 772	0
* Autres	0				0
Total	101 130 862	152 423 468	0	44 919 183	208 635 147
Dotations et reprises					
- d'exploitation		152 423 468	0	44 919 183	
- financières					
- exceptionnelles					

(1) L'augmentation des provisions pour les autres litiges concerne le litige avec l'administration fiscale suite à la décision de la cour d'appel.

NOTE 10 - CAPITAL

Le capital social entièrement libéré se compose de 5 108 131 actions de 15,245 Euros chacune, et est détenu à 99,99 % par American Express France SAS.

NOTE 11 - EVOLUTION DES CAPITAUX PROPRES

Les mouvements intervenus au cours de l'exercice sur les capitaux propres sont les suivants :

	A nouveau au 01/01/2024	Affectation du résultat de l'exercice précédent	Prélèvement sur les réserves	Augmentation de capital	Solde au 31/12/2024
Capital social	77 873 000				77 873 000
Primes liées au capital	11 560 918				11 560 918
Réserve légale	7 787 300				7 787 300
Réserves statutaires	0				0
Réserves réglementées					
* de + value à long terme	0				0
* autres	0				0
Autres réserves	40 027 784				40 027 784
Report à nouveau	80 870 501	12 514 879			93 385 380
Capitaux propres	218 119 503	12 514 879	0	0	230 634 382
Résultat de l'exercice	12 514 879	-12 514 879			23 465 050

NOTES SUR LE HORS BILAN**Note 1 – ENGAGEMENTS DONNES**

Néant

Note 2 - ENGAGEMENTS RECUS

Il s'agit d'engagements de garantie reçu de la part de banques et d'assurances :

* CHUBB pour 20,000,000 Euros afin de couvrir les encours clients créiteurs dans le cadre de la réglementation sur la protection des fonds de la clientèle.

* BNP Paribas pour 720,000 Euros permettant à la Société d'exercer son activité d'agence de voyages.

NOTES SUR LE RESULTAT**NOTE 1 - INTERETS**

Les produits et charges d'intérêts de l'exercice se composent des éléments suivants :

	2023	2024
Intérêts sur comptes ordinaires	11 760	63 927
Intérêts sur crédits de trésorerie	0	
Intérêts sur créances douteuses	6 013 325	5 929 889
Total Intérêts et produits assimilés	6 025 085	5 993 816
Intérêts sur comptes et emprunts à terme	28 461 300	19 622 131
Intérêts sur comptes créditeurs à terme	2 926 966	17 346 309
Total Intérêts et charges assimilées	31 388 266	36 968 440

NOTE 2 - COMMISSIONS

Les produits et charges de l'exercice s'analysent comme suit, par nature de commissions :

	2023		2024	
	Produits	Charges	Produits	Charges
Opérations avec les établissements de crédit		471 732		314 549
Opérations avec la clientèle	432 345 380	3 001 077	567 500 822	2 039 785
Opérations de change				
Opérations sur instruments financiers à terme				
Prestations de services pour le compte de tiers				
Total	432 345 380	3 472 809	567 500 822	2 354 333

Note : L'Incentive Fee s'élève à 272.5 millions d'euros en 2024, contre 154.3 millions d'euros en 2023. Cette augmentation est principalement dû aux 132 millions d'euros de provisions liés aux litiges fiscaux.

NOTE 3 - AUTRES PRODUITS ET CHARGES D'EXPLOITATION BANCAIRE

Les autres produits et charges d'exploitation bancaires de l'exercice se composent des éléments suivants :

	2023	2024
Commissions sur vente de produits d'Assurance	7 300 420	7 330 524
Autres produits d'exploitation bancaire	1 410 568	1 248 825
Total Autres Produits d'Exploitation Bancaire	8 710 988	8 579 349
Coûts des assurances fournies à la clientèle	15 511 642	17 895 643
Coûts des autres services fournis à la clientèle	6 869 141	10 738 034
Produits rétrocédés	10 234 244	8 166 221
Total Autres Charges d'Exploitation Bancaire	32 615 027	36 799 898

NOTE 4 - FRAIS DE PERSONNEL

Les charges de personnel de l'exercice se composent des éléments suivants :

	2023	2024
Salaires et traitements	52 859 319	52 961 636
Charges sociales	26 158 395	27 324 738
Total	79 017 713	80 286 374
Dont :		
* Charges de sécurité sociale	22 573 716	23 265 612

Note : AECF a également une charge de participation des salariés pour 1 072 216 € sur l'exercice 2024.

Les effectifs moyens 2023 et 2024 s'analysent comme suit :

	2023	2024
Cadres	314	319
Non-Cadres	425	397
Total	739	716

NOTE 5 - AUTRES CHARGES D'EXPLOITATION

Les autres charges d'exploitation de l'exercice se composent des éléments suivants :

	2023	2024
Services fournis par le Groupe	41 262 730	38 058 615
Marketing et Commissions d'apporteurs d'affaires	46 116 121	52 052 495
Programmes de fidélité (incl. Provisions)	109 575 386	117 410 799
Provisions pour Litiges	6 840 000	131 110 845
Provisions pour obligation contractuelle	9 736 712	0
Locations	3 602 515	4 680 179
Impôts et taxes	4 131 023	4 971 723
Autres charges d'exploitation	28 680 389	30 029 398
Charges refacturées au Groupe	-6 747 908	-7 285 415
Total	243 196 967	371 028 639

NOTE 6 - GAINS OU PERTES SUR ACTIFS IMMOBILISES

	2023	2024
Plus-Values comptables des éléments d'actif cédés	0	0
Moins-Values comptables des éléments d'actif cédés	0	418
Net	0	-418

NOTE 7 - PRODUITS ET CHARGES EXCEPTIONNELS

	2023	2024
Produits exceptionnels	0	0
Charges exceptionnelles	0	0
Net	0	0

NOTE 8 - IMPOT SUR LES SOCIETES

Pour rappel, le résultat fiscal de la société est intégré dans le groupe de la société American Express Holdings France SAS.

	2023	2024
Impôt courant		
* Impôt sur résultat courant	6 519 568	7 081 362
* Impôt sur résultat exceptionnel	0	0
Total	6 519 568	7 081 362

NOTE 9 - CONSOLIDATION

Les comptes annuels de la société AECF sont inclus suivant la méthode d'intégration globale dans les comptes consolidés d'American Express Company, à New York aux Etats-Unis.

NOTE 10 - COUT DU RISQUE

La répartition du coût du risque est la suivante :

	2023	2024
Provision crédit		
* Dotation	36 369 799	29 693 906
* Reprise	-23 647 170	-29 317 796
* Reconstitution stock clients douteux		
Sous - total	12 722 629	376 110
Pertes & profits		
* Pertes couvertes par des provisions	13 052 335	10 485 446
* Pertes non couvertes par des provisions	8 873 673	10 795 375
- Profits sur créances passées en perte	-1 412 121	-1 269 784
Sous - total	20 513 887	20 011 037
Total	33 236 516	20 387 147

NOTE 11 - VENTILATION GEOGRAPHIQUE DES PRODUITS ET CHARGES D'EXPLOITATION BANCAIRE

Il est présenté ci-après une ventilation entre l'activité réalisée en métropole et à l'étranger des produits et des charges d'exploitation bancaire.

	2023			2024		
	Métropole	Etranger	Total	Métropole	Etranger	Total
Intérêts et produits assimilés :						
Opérations interbancaires et de trésorerie :						
+ Produits	6 025 085		6 025 085	5 993 816		5 993 816
- Charges	2 962 931	28 425 335	31 388 266	17 423 478	19 544 961	36 968 440
= Net	3 062 154	-28 425 335	-25 363 181	-11 429 663	-19 544 961	-30 974 624
Opérations avec la clientèle :						
+ Produits	8 710 988		8 710 988	8 579 349		8 579 349
- Charges	10 234 244		10 234 244	8 166 221		8 166 221
= Net	-1 523 256		-1 523 256	413 128		413 128
Autres charges et produits assimilés :						
+ Produits			0			0
- Charges	22 380 783		22 380 783	28 633 677		28 633 677
= Net	-22 380 783		-22 380 783	-28 633 677		-28 633 677
Commissions :						
+ Produits	101 624 260	330 721 120	432 345 380	112 291 526	455 209 295	567 500 821
- Charges	3 472 809		3 472 809	2 354 333		2 354 333
= Net	98 151 451	330 721 120	428 872 571	109 937 193	455 209 295	565 146 488
Opérations financières :						
Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles	-9 563		-9 563	-1 853		-1 853
Résultat d'exploitation bancaire	77 300 003	302 295 785	379 595 789	70 285 129	435 664 334	505 949 462

Informations complémentaires :

Le montant des honoraires des commissaires aux comptes pour l'exercice 2024 se décomposent comme suit :

	PricewaterhouseCoopers Audit	Cailliau Dedouit et Associés
(en milliers d'euros HT)		
Certification des comptes individuels et examen limité	187	51
Services autres que la certification des comptes (1)	51	0
(1) Les prestations fournies couvrent les SACC fournis à la demande de l'entité, correspondant aux procédures convenues avec l'entité Air France KLM (25,5 K€), ainsi qu'au rapport OTI (25 K€).		

Résultat par action.

Le résultat par action après impôt, participation, avant dotation aux amortissements, provisions au 31 décembre 2024 est de 27.83 Euros et le résultat par action après impôt, participation, dotation amortissements et provisions au 31 décembre 2024 est de 4.59 Euros.

RESULTATS DES CINQ DERNIERS EXERCICES

<i>Date d'arrêté Durée de l'exercice (mois)</i>	31/12/2024 12	31/12/2023 12	31/12/2022 12	31/12/2021 12	31/12/2020 12
CAPITAL EN FIN D'EXERCICE					
Capital social	77 873 000	77 873 000	77 873 000	77 873 000	77 873 000
Nombre d'actions					
- ordinaires	5 108 131	5 108 131	5 108 131	5 108 131	5 108 131
- à dividende prioritaire					
Nombre maximum d'actions à créer					
- par conversion d'obligations					
- par droit de souscription					
OPERATIONS ET RESULTATS					
Chiffre d'affaires hors taxes	583 365 586	447 804 276	396 149 574	312 809 933	307 533 758
Résultat avant impôt, participation, dot. amortissements et provisions	142 142 230	49 754 973	35 560 777	40 248 764	26 930 317
Impôts sur les bénéfices	7 081 362	6 519 568	4 832 471	2 865 909	6 350 867
Participation des salariés	1 072 216	2 138 677	940 001		809 530
Dot. Amortissements et provisions	110 523 603	28 581 849	15 592 986	22 061 191	11 413 129
Résultat net	23 465 050	12 514 879	14 195 318	15 321 663	8 356 792
Résultat distribué					
RESULTAT PAR ACTION					
Résultat après impôt, participation, avant dot. amortissements, provisions	27,83	9,74	6,96	7,32	3,87
Résultat après impôt, participation dot. amortissements et provisions	4,59	2,45	2,78	3,00	1,64
Dividende attribué					
PERSONNEL					
Effectif moyen des salariés	716	739	740	669	643
Masse salariale	54 033 851	54 997 996	53 542 852	42 296 841	38 944 387
Sommes versées en avantages sociaux (sécurité sociale, œuvres sociales...)	27 324 738	26 158 395	25 525 453	21 182 963	18 646 959

Affectation du résultat

L'Assemblée Générale, sur proposition du Conseil d'administration, décide d'affecter le résultat net comptable de l'exercice clos le 31 décembre 2024, s'élevant à la somme de 23.465.049,59 euros, en totalité au compte "report à nouveau", lequel sera porté à la somme de 116.850.429,52 euros.

Conformément aux dispositions de l'article 243 bis du Code Général des Impôts, l'Assemblée Générale rappelle et prend acte de ce qu'aucun dividende n'a été distribué au titre des trois exercices précédents.

Rapport de gestion

Le rapport de gestion est tenu à la disposition de toute personne qui en ferait la demande au siège social.